

Comment Macron prépare la fin de la propriété immobilière

écrit par Alain Falento | 3 septembre 2022





Comme nous l'avons déjà mentionné dans différents articles, non seulement la dette de la France ne pourra pas être réduite, mais pire encore, elle continuera à se creuser à grands coups de 200 milliards d'euros chaque année. Tout au plus seront-ils en mesure de jouer sur la dérivée seconde du phénomène, à savoir l'accélération. **La seule solution raisonnable consisterait à organiser un gigantesque défaut négocié, mais pour ce faire, il convient de décider qui seront les perdants. Ne vous inquiétez pas, cette décision a déjà été prise, et ce sera vous.**

Après avoir nettoyé l'épargne et les comptes bancaires, il s'avérera que cela ne suffira toujours pas à éteindre la soif de dette de cet État obèse. N'ayez aucun doute à ce sujet, ce n'est en aucune façon parce que l'État serait en faillite que le nombre de fonctionnaires et d'entités administratives seront réduits, bien au contraire. Quand bien même n'y aurait-il plus rien ou plus personne à taxer, l'ENA ou son remplaçant

continuerait comme si de rien n'était à déverser des inspecteurs des finances arrogants à Bercy. Les impôts et les taxes étant déjà à des niveaux insupportables, il est impératif de trouver de nouvelles sources de revenu afin d'assumer la charge de la dette qui va exploser.

Macron n'aime pas l'immobilier, et encore moins les petits propriétaires. L'immobilier c'est ringard, ça pue la petite misère provinciale. **Macron lui préfère les starts up**, qui d'ailleurs ne parviennent que rarement à se développer en France, et sont obligées de partir lever des fonds aux États-Unis lorsque vient la réelle phase de développement.

Cependant, l'immobilier présente un avantage considérable pour le renflouement des caisses de l'État : c'est un truisme, mais l'immobilier est par définition... immobile. Personne ne peut quitter le pays et partir à l'étranger avec son appartement sous le bras, ce qui en fait donc une classe d'actifs extrêmement vulnérable à la fiscalité confiscatoire.

Ce que veut réellement Macron, ce n'est pas seulement taxer l'immobilier, il veut également supprimer la notion de propriété. Afin de rassurer tout le monde, précisons que, bien entendu, tout ceci ne concernera pas les grands groupes ou les milliardaires propriétaires des tours à La Défense ou de centaines d'appartements dans Paris ; leurs intérêts seront préservés. Pas d'inquiétude.

Klaus Schwab, le vieil Allemand de Davos, vous a prévenus, la solution consiste à vous déposséder de tout pour votre bien : *« Vous ne posséderez plus rien, mais vous serez heureux »*. L'immobilier est le dernier refuge des Français, leur dernière oasis de sécurité, qu'ils pensent à l'abri de tout. Il faut donc leur enlever cette dernière illusion. Bien entendu, pour des raisons évidentes, on ne va pas vous spolier de votre immobilier à la méthode communiste, cela risquerait d'engendrer chez vous une réaction violente. **Au contraire, on va préparer le terrain afin que vous vous en dépossédiez peu à**

peu par vous-même, et que vos descendants n'aient même pas l'envie ni même l'idée saugrenue d'en posséder.

Le premier coin dans le concept de propriété immobilière se nomme loi Lagleize, du nom de son créateur (un de ces multiples nuisibles qui peuplent les bancs de l'Assemblée nationale). Auparavant, la propriété immobilière était pleine ou éventuellement démembrée (on sépare la nue-propriété de la jouissance des locaux), mais la règle était qu'on ne sépare pas le bâti du foncier. Ce n'est pas dans notre tradition du sud de l'Europe, nous ne sommes pas des Anglo-Saxons, chez nous on possède pleinement ou on ne possède pas.

La loi Lagleize introduit dans toute les ventes immobilières la possibilité d'une séparation entre le bâtiment et le terrain, et accorde le droit à des organismes semi-étatiques d'acquérir des terrains, de construire, et de ne revendre que le bâti. Le but avoué est de permettre un plus large accès à la propriété pour les classes moyennes. Ainsi, ces derniers payeront simplement un loyer à ces organismes pour le foncier. Ces gens seront ainsi devenus les premiers propriétaires locataires. À qui Macron veut-il faire avaler ça, lui qui a supprimé l'ISF pour le transformer en impôt sur la fortune immobilière ? Macron n'a que faire des classes moyenne, il les méprise. À l'immobilier des particuliers, il préfère les actions et le nomadisme financier. Autre question légitime, qui sera dans l'autre moitié de ces organismes semi-étatiques, à savoir la partie non étatique ?

Alors faisons un peu de prospective. Comment pensez-vous que tout cela va évoluer ? C'est très simple. Des droits de mutation séparés seront peu à peu mise en place sur les transactions immobilières, qui rendront le foncier très onéreux. De plus en plus de gens opteront donc pour l'achat du bâti et deviendront locataires pour le foncier. Ensuite, une taxation confiscatoire sur les successions sera mise en place sur le foncier, si bien que les héritiers choisiront de ne garder que le bâti, et c'est ainsi qu'en une

génération ou deux, l'État récupérera tout le foncier et nous aura tous transformés en locataires, son rêve suprême.

Après quelques décennies, nos petits-enfants n'auront même plus l'idée d'acheter du foncier, ce sera complètement dépassé. De plus, l'État français, qui est déjà financièrement aux abois, n'aura jamais les ressources nécessaires pour acquérir le foncier, particulièrement dans les zones en forte tension comme Paris. Il sera donc contraint de faire appel à des fonds privés, et c'est ainsi que nous verrons débarquer dans le capital de ces organismes semi-étatiques des entreprises chinoises et des fonds de pension américains. Le foncier français deviendra donc la propriété de sociétés étrangères, dont nous serons les locataires. L'avenir s'annonce radieux.

Les agents immobiliers, catégorie professionnelle bien connue pour sa probité, nous expliquent que tout ceci n'est que du complotisme et que cette loi n'impactera en rien la notion de propriété. Je peux comprendre leur position, mais l'énergie qu'ils dépensent à nous le démontrer montre qu'ils sont très inquiets.

La question la plus importante est de savoir pour quelle raison l'immobilier des gens ordinaires est aussi insupportable aux yeux de ces élites de Davos ? En quoi cela peut-il les déranger que quelques millions de Français possèdent un logement qui, pour beaucoup d'entre eux, n'a pas nécessairement une grande valeur marchande, mais représente le dernier rempart face au gouffre de la pauvreté en cas de coup dur ? Est-il nécessaire de les spolier ?

La réponse n'est pas que financière, elle est également idéologique. L'immobilier, la transmission d'un patrimoine, la maison de vos parents ou de vos grands-parents est le dernier lien qui enracine une personne dans le temps et l'espace, un lien qui est bien plus que financier. C'est exactement cela qui insupporte Macron et Schwab. Dans un monde liquide, où vous n'êtes rien, où tout le monde doit être mobile et

interchangeable, où l'on vous enjoint de traverser la rue pour effectuer n'importe quelle tâche sans lien avec votre formation ou vos envies, il est hors de question de s'encroûter dans une maison familiale. Macron ne veut plus de liens familiaux, plus d'attachement sentimental. La destruction du sentiment national achevée, il lui reste la destruction du dernier lien humain : la famille.

On lave la cervelle de vos enfants à l'école en leur inculquant qu'il n'y a plus ni hommes ni femmes, que chacun peut être tout ce qu'il veut à chaque instant. On nous a expliqué au début des années 2000 qu'il n'y avait plus de métiers, et que chacun de nous changerait 8 à 10 fois d'activité professionnelle au cours de sa vie, niant ainsi toute notion de compétence ou transmission de savoir-faire. On a commencé par vous éjecter de votre bureau, remplacé par un cube qui vous transforme en nomade dans votre propre entreprise. Puis ensuite, Uber a initié la disparition d'un lien qui était un pilier du contrat social : celui entre employeurs et employés. Le principe du salariat n'est pas assez liquide pour Macron. Maintenant, la notion même de domicile se doit également de disparaître, la mobilité est de rigueur. La propriété immobilière, ultime racine qui vous rattache à quelque chose, doit donc être détruite.

Franklin Roosevelt a dit : « ***L'immobilier ne peut pas être perdu ou volé et il ne peut pas être emporté. Il est le placement le plus sûr du monde*** ».

Roosevelt venait d'une époque dans laquelle régnait un minimum de bon sens. Des hommes comme lui n'avaient jamais envisagé, dans leurs cauchemars les plus épouvantables, que des détraqués malfaisants comme Macron pussent un jour accéder au pouvoir.

Alain Falento

<https://ripostelaique.com/comment-macron-prepare-la-fin-de-la->

[proprietate-immobiliere.html](#)